

CONSEIL
DE SECURITE

GENERALE

S/2467

3 janvier 1952

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Distribution double

LETTRE EN DATE DU 24 DECEMBRE 1951 AIREESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DU ROYAUME-UNI DE LIBYE, TOUCHANT LA DEMANDE
D'ADMISSION DU ROYAUME-UNI DE LIBYE A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET
ACCEPTATION OFFICIELLE DES OBLIGATIONS DE LA CHARTE

Tripoli, le 24 décembre 1951

Monsieur le Secrétaire général,

Aux termes de la résolution 289 (IV) du 21 novembre 1949, adoptée
conformément à l'annexe II, paragraphe 3, du Traité de paix conclu en 1947
avec l'Italie, l'Assemblée générale des Nations Unies recommande que la Libye,
composée de la Cyrénaïque, de la Tripolitaine et du Fozzan, soit constituée
en un Etat indépendant et souverain, et que son indépendance devienne effective
au plus tard le 1er janvier 1952. La résolution prévoit notamment "que,
lorsqu'elle aura été constituée en Etat indépendant, la Libye soit admise
à l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'Article 4 de la Charte".
Les dispositions de la résolution 289 (IV) ont été confirmées par la réso-
lution 387 (V), adoptée par l'Assemblée générale le 17 novembre 1950.

Il a été maintenant donné plein effet à l'une et l'autre desdites
résolutions, grâce à l'aide précieuse apportée par le Commissaire des Nations
Unies et par le Conseil pour la Libye. A la suite de la promulgation, le
7 octobre 1951, de la Constitution de la Libye et du transfert, le 24 décembre 1951,
des pouvoirs par les Puissances administrantes, le Royaume-Uni de Libye a été
déclaré Etat libre, indépendant et souverain sous la couronne de Sa Majesté
Mohamed Mahdi el Senoussi qui a été proclamé roi constitutionnel de la Libye
par l'Assemblée nationale constituante.

En conséquence, j'ai l'honneur de demander, au nom de mon Gouvernement, l'admission du Royaume-Uni de Libye à l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'Article 4 de la Charte. Je joins à la présente une déclaration officielle par laquelle la Libye accepte les obligations de la Charte et s'engage à les remplir.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES